

(Identification de l'unité, de l'entreprise ou de l'organisme + n° Tf)
--

Ref. demandeur:	
Date:	
N°:	

QUESTIONNAIRE DE BASE POUR UNE HABILITATION DE SECURITE

A. A REMPLIR ET SIGNER PAR L'OFFICIER DE SECURITE

1. OBJET

Demande:	Initiale:	Renouvellement:
Changement:	Niveau:	Rubrique:
Rubrique numéro: (séparé avec une virgule)		
Autre		

(Photo récente de l'intéressé(e))

2. NIVEAU DE L'HABILITATION

	National	OTAN	UE	Autre:
Confidentiel:				
Secret:				
Très Secret:				
Description d'autre:				
Autorisation spéciale:	Atomal:		Atomic:	

(Réservé à l'autorité de sécurité)

3. IDENTIFICATION DE L'INTERESSE(E)

(Situation Militaire: uniquement pour le personnel militaire / Profession : uniquement pour les non-militaires)

Nom (comme mentionner sur votre carte d'identité):					
Prénom:					
Lieu de naissance:		Pays:			
Date de naissance:		N° National:			
Militaire:	Grade:	Cadre:	N° de Matricule:		
Non-militaire:	Profession/function:				

4. JUSTIFICATION DE LA DEMANDE

Accès à un emploi, une fonction ou un grade, à des informations, documents ou données, à des matériels, matériaux ou matières, à des locaux, des bâtiments ou des sites classifiés. Précisez autant que possible. (Si c'est le cas : clause de sécurité du contrat ou du mandat)

	L'officier de sécurité / fonctionnaire / directeur
	Nom:
	Grade:
	Téléphone:
	Signature:

B. A REMPLIR PAR L'INTERESSE(E)

5. NATIONALITE

		Période	
		De	A
D'origine:			
Actuelle:			
Double nationalité:			
N° de l'office des étrangers (si d'application) :			

(Réservé à l'autorité de sécurité)

6. DOMICILES DE L'INTERESSE(E) :

Domicile:	
Rue, N°, Boîte:	
Code postal - Commune - Pays	
Depuis	

Résidence (si différente)	
Rue, N°, Boîte:	
Code postal - Commune - Pays	

Seconde résidence (si existante)	
Rue, N°, Boîte:	
Code postal - Commune - Pays	

Domiciles et/ou résidences antérieures durant les dix dernières années ou depuis la dernière demande				
Rue, N°, Boîte:				
Code postal - Commune - Pays				
La période du séjour	De		A	

Rue, N°, Boîte:				
Code postal - Commune - Pays				
La période du séjour	De		A	

Rue, N°, Boîte:				
Code postal - Commune - Pays				
La période du séjour	De		A	

N° Tel ou gsm, email	
----------------------	--

7. ANTECEDENTS PROFESSIONNELS / ECOLES FREQUENTEES

Employeurs, professions exercées à titre complémentaire ou instituts d'enseignement durant les dix dernières années ou depuis la dernière demande		
De	A	Employeurs, professions exercées à titre complémentaire ou institut d'enseignement + adresse

8. PERSONNES DE REFERENCES

Mentionnez ci-dessous trois personnes majeures, qui n'appartiennent pas à votre cercle familial proche et dont on peut présumer qu'elles vous connaissent suffisamment. (Mention du n° de tf où la personne peut être contactée en journée). Evitez aussi de citer des collègues de bureau.

Nom, Prénom, N° Tel:	
Rue, N°, Boîte:	
Code postal - Commune - Pays	

Nom, Prénom, N° Tel:	
Rue, N°, Boîte:	
Code postal - Commune - Pays	

Nom, Prénom, N° Tel:	
Rue, N°, Boîte:	
Code postal - Commune - Pays	

9. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Situation familiale actuelle:								Info complémentaire
Célibataire	Cohabitant(e)	Va se marier	Marié(e)	Veuf(ve)	Divorcé(e)	Séparé(e)	Autre	

10. PARTENAIRE

Depuis	
--------	--

Nom:			
Prénom:			
Lieu de naissance:		Pays:	
Date de naissance:		N° National:	
Profession/fonction:			
Employeur:			

Domicile (si différent de l'intéressé)	
Rue, N°, Boîte:	
Code postal - Commune - Pays	

Résidence (si différente)	
Rue, N°, Boîte:	
Code postal - Commune - Pays	

Domiciles et/ou résidences antérieures durant les dix dernières années ou depuis la dernière demande			
Rue, N°, Boîte:			
Code postal - Commune - Pays			
La période du séjour	De		A

Rue, N°, Boîte:			
Code postal - Commune - Pays			
La période du séjour	De		A

Rue, N°, Boîte:			
Code postal - Commune - Pays			
La période du séjour	De		A

NATIONALITE		Période	
		De	A
D'origine:			
Actuelle:			
Double nationalité:			
N° de l'office des étrangers (si d'application) :			

(Réservé à l'autorité de sécurité)

11. ENFANTS

(Mentionner tous les enfants qui sont majeurs et qui vivent sous le même toit que l'intéressé(e) ainsi que ceux du(de la) partenaire - Mentionner les enfants mineurs qui seront majeurs dans les douze mois)

Nom, Prénom	
Lieu et date de naissance	
Nat. Actuelle et d'origine	

Nom, Prénom	
Lieu et date de naissance	
Nat. Actuelle et d'origine	

Nom, Prénom	
Lieu et date de naissance	
Nat. Actuelle et d'origine	

Nom, Prénom	
Lieu et date de naissance	
Nat. Actuelle et d'origine	

12. AUTRES PERSONNES

(Mentionner uniquement les personnes, autre que le(la) partenaire, qui sont majeures et qui vivent sous le même toit que l'intéressé(e))

Nom, Prénom	
Lieu et date de naissance	
Lien avec l'intéressé(e)	
Nat. Actuelle et d'origine	

Nom, Prénom	
Lieu et date de naissance	
Lien avec l'intéressé(e)	
Nat. Actuelle et d'origine	

Nom, Prénom	
Lieu et date de naissance	
Lien avec l'intéressé(e)	
Nat. Actuelle et d'origine	

Nom, Prénom	
Lieu et date de naissance	
Lien avec l'intéressé(e)	
Nat. Actuelle et d'origine	

13. PROBLEMES, AJOUTS, PRECISIONS, INFORMATIONS...

- a. Vous pouvez mentionner dans cette rubrique les observations concernant des éléments dont vous pensez qu'ils pourraient avoir une influence sur l'attribution d'un certificat de sécurité. Votre attention est attirée sur le fait que vous pouvez également demander un entretien avec un responsable du service des habilitations de sécurité.(voir point b)

--

- b.

Souhaitez-vous un entretien avec un responsable du service des habilitations de sécurité?	
---	--

14. DECLARATION

Je déclare sur l'honneur que les informations données dans ce document sont justes et complètes. Je m'engage à communiquer spontanément tout changement à cette situation et à procurer toute information en relation avec la sécurité, qui pourrait m' être demandée par les services compétents (voir également Note Explicative § 4).

Je prends note de ce que les services compétents sont autorisés à traiter les données de ce document, conformément à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel (Moniteur Belge du 18 mars 1993).

A , le

(Lieu, date et signature)

AVERTISSEMENT

Je, soussigné, né(e) à le déclare avoir reçu le document AVERTISSEMENT et le NOTE EXPLICATIVE m'expliquant les modalités de l'enquête en vue de l'obtention d'une habilitation de sécurité (Art. 16 et 17 de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations de sécurité)

ACCORD DE LA PERSONNE POUR LAQUELLE L'HABILITATION EST DEMANDEE

(Uniquement d'application si l'accord est légalement requis)

(Art. 16 et 17 de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations de sécurité)

Je, soussigné, né(e) à le donne mon accord pour l'exécution de l'enquête de sécurité dans le cadre de la procédure d'octroi d'une habilitation de sécurité.

Cet accord vaut également pour toute enquête ultérieure destinée à contrôler s'il satisfait toujours aux conditions requises pour le niveau initial de l'habilitation de sécurité.

Cet accord peut être retiré à tout moment par la personne concernée qui ne désire plus être soumise à une enquête de sécurité ou qui ne désire plus être titulaire d'une habilitation de sécurité .

AVERTISSEMENT DES AUTRES PERSONNES FAISANT L'OBJET D'UNE ENQUETE DE SECURITE

Je, soussigné, né(e) à le déclare avoir personnellement averti les personnes qui font partie de l'enquête et dont l'identité suit, comme certifié par leur signature, excepté

Dans tous les cas, il s'agit du(de la) partenaire éventuel(le) de la personne concernée. Pour l'enquête du niveau TRES SECRET, il s'agit également de toutes les autres personnes âgées de plus de 18 ans et habitant sous le même toit que la personne pour laquelle l'habilitation de sécurité a été demandée.

N°:	Nom:	Prénom:	Lieu et date de naissance:	Signature:
1				
2				
3				
4				
5				
6				
7				
8				
9				
10				

A, le

(Lieu, date et signature)

AVERTISSEMENT

Art. 16 et 17 de la Loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations de sécurité

La personne reprise à la rubrique 3 est avertie que, pour le motif expliqué à la rubrique 4, elle doit être titulaire d'une habilitation de sécurité du niveau mentionné à la rubrique 2. Les modalités de l'enquête sont reprises au verso de ce document

A REMPLIR PAR L'OFFICIER DE SECURITE

1. OBJET

Demande:	Initiale:	Renouvellement:	
Changement:	Niveau:	Rubrique:	
Autre			

2. NIVEAU DE L'HABILITATION

Confidentiel:	
Secret:	
Très Secret:	

3. IDENTIFICATION DE L'INTERESSE(E)

(Situation Militaire: uniquement pour le personnel militaire / Profession : uniquement pour les non-militaires)

Nom (comme mentionner sur votre carte d'identité):					
Prénom:					
Lieu de naissance:		Pays:			
Date de naissance:		N° National:			
Militaire:	Grade:	Cadre:	N° de Matricule:		
Non-militaire:	Profession/function:				

4. JUSTIFICATION DE LA DEMANDE

Accès à un emploi, une fonction ou un grade, à des informations, documents ou données, à des matériels, matériaux ou matières, à des locaux, des bâtiments ou des sites classifiés. Précisez autant que possible. (Si c'est le cas : clause de sécurité du contrat ou du mandat)

	<p>L'officier de sécurité / fonctionnaire / directeur</p> <p>Nom:</p> <p>Grade:</p> <p>Téléphone:</p> <p>Signature:</p>
--	--

NOTE EXPLICATIVE

1. BASE LEGALE

La procédure relative aux habilitations de sécurité résulte des deux lois du 11 décembre 1998 relatives à la classification et aux habilitations de sécurité et à la création d'un organe de recours en matière d'habilitations de sécurité (*Moniteur belge du 7 mai 1999*) et de leurs arrêtés d'exécution. Ces textes peuvent être obtenus auprès de l'officier de sécurité.

2. L'ENQUÊTE DE SECURITE

a. Objectif

L'enquête de sécurité a pour but de vérifier si la personne qui en fait l'objet présente des garanties suffisantes sur le plan de la discrétion, de la loyauté et de l'intégrité.

b. Sources de renseignements

Les enquêteurs ont accès aux fichiers des deux services de renseignement et de sécurité, au casier judiciaire central, au casier judiciaire et aux registres de la population et des étrangers tenus dans les communes, ainsi qu'au Registre National des personnes physiques.

Ils ont également accès aux données de base policières qui sont accessibles aux fonctionnaires de police lors de l'exécution de contrôles d'identité et qui leur permettent de vérifier si l'intéressé n'est pas suspect ou recherché. Les enquêteurs peuvent demander toute information utile en possession des services de police générale, aussi bien de police administrative que de police judiciaire. Il s'agit de l'information en rapport avec des crimes ou délits dont l'intéressé est suspecté ou dans lesquels il est impliqué.

Les enquêteurs peuvent obtenir de certains autres services publics, dont la liste est fixée par Arrêté Royal, toutes informations utiles dans deux domaines précis: tout ce qui concerne l'identification de la personne et tout ce qui permet de vérifier sa solvabilité.

Les enquêteurs peuvent solliciter la collaboration de toute autre personne dans le cadre de l'enquête de sécurité.

Enfin, les enquêteurs peuvent procéder à une enquête de voisinage, interviewer l'intéressé et recueillir des renseignements à l'étranger.

Les enquêteurs ne recourent évidemment pas à toutes les sources d'informations mentionnées supra, quel que soit le niveau de l'habilitation de sécurité demandée. Le nombre de sources consultées varie en fonction du niveau de l'habilitation ou des éléments défavorables éventuellement recueillis lors de l'enquête.

c. Délais

Les délais maximums sont de SIX, SEPT et DIX mois respectivement pour les niveaux CONFIDENTIEL, SECRET et TRES SECRET à partir de la réception par l'officier de sécurité des documents requis, dûment complétés.

Ces délais peuvent être prolongés de trois mois lorsque le service de renseignement et de sécurité doit recueillir des renseignements à l'étranger.

3. DUREE DE VALIDITE D'UNE HABILITATION DE SECURITE

- a. L'habilitation de sécurité est délivrée pour une période de CINQ ans maximum.
- b. Le cas échéant, cette période peut être raccourcie en fonction des éléments recueillis lors de l'enquête ou pour adapter la durée de validité à la période pour laquelle l'habilitation est demandée.

4. DES CHANGEMENTS A COMMUNIQUER

Tout changement ayant trait aux données reprises dans le questionnaire de base doit être communiqué à l'officier de sécurité. Celui-ci, s'il l'estime utile, en informe l'autorité de sécurité.

5. L'ORGANE DE RECOURS EN MATIERE D'HABILITATIONS DE SECURITE

Lorsque l'octroi de l'habilitation de sécurité est refusé, lorsque la décision n'est pas intervenue ou n'a pas été notifiée dans le délai prévu ou lorsque l'habilitation est retirée, la personne, physique ou morale, pour laquelle l'habilitation est demandée, peut dans les trente jours suivant respectivement la notification de la décision ou l'expiration du délai, introduire un recours, par lettre recommandée, auprès de l'organe de recours à l'adresse suivante:

Organe de recours matière d'habilitations, d'attestations et d'avis de sécurité.

Roi de la Loi, 52

1040 BRUXELLES

N° Tel: 02/286.28.11